



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
[PAYS] Guinée

ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET

POUR LA PERIODE JANVIER- JUIN 2013

No & Intitulé du projet	Project ID 00080579 PBF/GIN/A-3 Projet de Dialogue Inclusif et Durable en Guinée
Organe(s) bénéficiaire(s) ¹ :	PNUD HCDH UNICEF UNESCO
Partenaires d'exécution (gouvernement, institutions de l'ONU, ONG, etc.)	<ul style="list-style-type: none">- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation- Direction Nationale de l'Education Civique- Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation nationale- Conseil Economique et Social- Conseil National de la Transition- Search for Common Ground- Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES)- National Democratic Institute- West African Network for Early Warning and Conflict Prevention (WANEP)- Association pour la Coopération au Développement (ACORD)- Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne- Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJ-Guinée)
Site:	Tout le pays
Budget total approuvé ²	1.450.0040 USD <ul style="list-style-type: none">- PNUD : 823.900 USD (98% d'exécution)- UNICEF/ 219. 350 USD (100% d'exécution)- OHCDH : 209.050 USD (72% d'exécution)- UNESCO : 144 985USD (100% d'exécution)

¹ Veuillez noter que, s'il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis.

² Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires.

Fonds engagés ³	1397 285	% de fonds engagés / budget total approuvé:	100%
Dépenses ⁴ :	1322 273	% de dépenses / budget total: (taux d'exécution)	94, 63%
Date d'approbation du projet:	Décembre 2011	Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)	3 mois
Date de démarrage du projet:	Décembre 2011		
Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:	31 décembre 2013		
Domaine de résultats attendus par le PBF ⁵	Domaine de résultats (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet): Dialogue Inclusif et Durable		
Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Fournir une évaluation qualitative des progrès accomplis dans le sens des objectifs d'ensemble du projet (à la fois en termes de résultats et de produits)</i> <p>Le projet a été exécuté dans la perspective d'élections législatives dont la date a été sans cesse repoussée. Durant la période de couverte par le rapport les progrès majeurs accomplis se déclinent comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une amélioration sensible de l'implication des leaders traditionnels et religieux dans la promotion de la non violence et du recours aux valeurs traditionnelles et au dialogue pour la résolution de la crise politique. Cet état de fait a permis de réduire les risques d'affrontements violents dans les zones de couverture des activités. A cet égard, le Grand Imam de la Guinée a effectué un « marathon de la paix » qui l'a conduit dans 5 collectivités locales (Boffa, Boké, Coyah, Kindia, Forécariah) du pays en vue de mobiliser ses paires religieux et les inviter à s'impliquer dans la promotion de la non violence dans la gestion de la crise politique que traverse le pays. Ce plaidoyer a été relayé par les radios et les télévisions de la place dans les principales langues nationales. <p>En outre, le Secrétaire Général des Affaires Religieuses, appuyé par le Premier Ministre et les principaux acteurs religieux du pays ont tenu un forum national de plaidoyer pour mieux impliquer les religieux dans la gestion pacifique de la période pré et post électorale.</p> <p>Cette implication des leaders religieux est complétée par la disponibilité au niveau local et communautaire d'une masse critique de personnes constituant des agents de changement positif au sein des localités les plus exposées récemment à la violence (jeunes et femmes des partis politiques à Conakry, Nzérékoré, Siguiiri et Pita notamment).</p>		

³ Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d'activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financières des organes bénéficiaires

⁴ Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris.

⁵ Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP).

2. L'augmentation du niveau de leadership sur la Réconciliation Nationale, et d'appropriation des deux leaders religieux désignés pour mener la réflexion sur la Réconciliation nationale. En effet, l'encadrement apporté depuis 2012 par les Nations Unies (HCDH, PNUD) a permis de progressivement faire évoluer le niveau de compréhension des acteurs (Gouvernement, Institutions Républicaines) sur le rôle et le mandat du Comité Provisoire de Réflexion pour la Réconciliation Nationale. Ce Comité a pu ainsi développer une vision et une stratégie pour faire émerger une stratégie de réconciliation nationale propre à la Guinée. Un changement intéressant produit par les interventions de longue haleine du projet a été la clarification du discours des deux co-présidents de cette institution autour de la démarche de réconciliation nationale. Cette démarche qui se doit holistique, n'est plus confondue avec les actions de promotion de l'apaisement de l'environnement pré-électoral. Il en a résulté une amélioration de la confiance dans le mécanisme de consultations pour la réconciliation nationale et dans le processus de réconciliation national lui-même.

- *Utiliser les indicateurs et l'objectif du projet pour mesurer les résultats obtenus (cf. le tableau des objectifs, à la fin du présent formulaire)*

.Produit 1 : La réconciliation est effective entre les guinéens :

1)- Appui et conseils techniques aux structures nationales responsables des orientations stratégiques en matière de réconciliation nationale.

Dans ce cadre le Comité Provisoire de Réconciliation à continuer à recevoir les conseils et l'encadrement technique des experts du HCDH et du PNUD. Ce comité a ainsi pu valider un document de projet pour l'organisation de consultations nationales en vue de recueillir l'avis de la population sur la conduite de la Réconciliation Nationale.

2)- organisation au niveau des huit régions administratives d'ateliers de promotion de la culture de paix et de réconciliation nationale en tenant compte des mécanismes traditionnels et religieux, et de renforcement des capacités des leaders religieux et des organisations de femmes ;

Cette activité a été réalisée en 2012 (cf ? rapport annuel)

3)- Organisation d'un atelier national à Conakry sur le rôle des acteurs de paix dans les processus de réconciliation réussie, avec une opportunité de partage d'expériences d'autres pays africains ;

Un forum national de deux jours a été organisé à Conakry du 7 au 9 juin 2013, regroupant plus de 100 leaders religieux de tout le pays. Cet atelier a été l'occasion de sensibiliser ces sages sur la cohésion sociale, la réconciliation nationale et le rôle des religieux dans le plaidoyer pour

l'apaisement et la construction d'une paix durable en Guinée.

Produit 2 : La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire: L'ensemble des activités du produits 2 ont été complétées en 2012 (cf. rapport annuel 2012)

Produit 3 : L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées:

- *Promotion de la participation des jeunes dans un dialogue pacifique autour des élections législatives en insistant sur les notions de civisme, non violence, responsabilité, etc*

Des caravanes de sensibilisation ont été organisées dans certaines préfectures à haut risque de conflits électoraux (Fria, Pita, Kankan, Nzérékoré) et à Conakry en vue de sensibiliser les jeunes sur la citoyenneté et la non violence. L'occasion a été saisie pour rappeler aux militants (notamment les femmes) le contenu du code de bonne conduite des partis politiques, et pour les appeler à adopter des attitudes citoyennes responsables.

La seconde activité du produit 3 a été finalisée en 2012 (cf. rapport annuel 2012).

Produit 4 : Les cadres de dialogues politiques sont renforcés:

L'ensemble des activités de ce produit ont été complétées en 2012 (cf. rapport annuel).

- *Quels sont les points forts des résultats obtenus – attendus ou non?*

Les résultats immédiats obtenus, fruit des actions concertées et collaboratives entre le HCDH, le PNUD, l'UNICEF, et l'UNESCO se déclinent comme suit :

- 1) Les connaissances de plus 1400 personnes (femmes et hommes) dont au moins 800 leaders d'opinion ont été accrues sur les mécanismes de gestion pacifique des conflits électoraux. Ces personnes sont devenues des agents de changements positifs au sein de leur localité/communauté de vie et se sont engagés à s'impliquer dans l'apaisement de leurs localités respectives notamment à travers la promotion du dialogue et de la non violence.
- 2) A l'issue de la tenue du Forum national sur le rôle des leaders religieux dans la tenue d'élections législatives apaisées, le Président de la République a encouragé les leaders a poursuivre leur investissement pour la paix et à concrétiser leur engagement par des actes concrets d'appel au dialogue et à la concertation pour régler les conflits. A cet effet, 140.000 USD (soit 1 milliard de GNF) ont été mis à disposition des leaders religieux pour continuer le plaidoyer au niveau des communautés du pays, notamment à travers des prêches, des sermons et des interventions médias. Par ailleurs il est a souligné que cette initiative appuyée par le PBF est

présentement répliquer par de nombreux acteurs dont le Catholic Relief Service qui encadre plusieurs interventions similaires.

3) Une démarche stratégique holistique est disponible en vue de la conduite de la réconciliation nationale en Guinée, sous le leadership des deux personnalités religieuses désignées pour la conduite du processus. A cet égard le projet de Concertations pour la Réconciliation Nationale en Guinée a été validé par le Premier Ministre.

4) Un siège administratif a été attribué par le Président de la République, au comité provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale, constituant les premières étapes de la concrétisation de la volonté politique d'engager le pays dans un processus de réconciliation. La disponibilité de ce siège permet en outre d'opérationnaliser le comité provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale.

- *Les résultats obtenus ont-ils eu des effets sur les causes et les éléments moteurs du conflit?*

Les activités réalisées au cours de la période ont produit un impact important sur le processus de consolidation de la paix et de prévention de la violence électorale. En particulier :

- La transformation d'une masse critique de personnes en agents positifs de changement a permis d'apaiser l'environnement de crise politique. Ces interventions ont ainsi permis de calmer les esprits de certains leaders politiques, des militants des partis politiques et surtout de la jeunesse. Sans les interventions déployées, l'ensemble de ces acteurs constituerait des agents qui pourraient facilement être instrumentalisés aux fins de violences politiques.
- L'acceptation des leaders religieux de s'impliquer dans la prévention de la violence et la médiation dans les conflits de leur localité permet de renforcer les mécanismes sociaux locaux de stabilisation et de cohésion sociale.
- Enfin, il est important de relever que la clarification du discours des 2 Co-Présidents du Comité Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale a permis d'apaiser les attentes de certaines associations de victimes. En effet, les leaders de ces associations comprennent mieux la stratégie que le comité prévoit de mettre en place, et semblent rassurés sur l'exclusivité du dispositif qui résultera des consultations nationales.

Y a-t-il eu des « effets catalyseurs » - engagements de financement supplémentaire ou déclenchement de processus de paix pertinents?

- A l'issue de la tenue du Forum national sur le rôle des leaders religieux dans la tenue d'élections législatives apaisées, le Président de la République a encouragé les leaders à poursuivre leur investissement pour la paix et à concrétiser leur engagement par des actes concrets d'appel au dialogue et à la concertation pour régler les conflits. A cet effet, 140.000 USD (soit 1 milliard de GNF) ont été mis à disposition des leaders religieux pour continuer le plaidoyer au niveau des communautés du pays, notamment à travers des prêches, des sermons et des interventions médias. Par ailleurs il est souligné que cette initiative appuyée par le PBF est présentement répliquée par de nombreux acteurs dont le Catholic Relief Service qui encadre plusieurs interventions similaires.
- Le leadership affirmé sur la réconciliation nationale par les 2 co-présidents du Comité Provisoire de Réflexion a conduit les autorités à mettre un siège administratif à disposition du Comité. A ce jour, l'Etat affiche une volonté plus lisible de soutenir ce comité.
- *Quels sont les risques / problèmes subsistants – et comment y faire face?*

Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du programme sont liées au manque de ressources pour appuyer des activités de plaidoyer à large échelle à l'attention de l'ensemble de la population, et l'encadrement des jeunes pour une participation constructive aux élections législatives.

En effet, les activités du premier semestre 2013 ont été exécutées sur base des ressources résiduelles 2012, dès lors elles se sont limitées à la consolidation des initiatives enclenchées.

- *Quels résultats supplémentaires peut-on attendre d'ici à la fin de l'année?*

La disponibilité de l'allocation annuelle 2013 permettra d'élargir la portée des actions et des résultats satisfaisants notamment sur l'impact des agents de changement positifs créés à travers ce projet.

Avec la validation de l'allocation additionnelle du PBF, le projet se focalisera sur le renforcement de la sensibilisation de la population (avec un accent sur les jeunes et les femmes) sur la non violence et le recours aux moyens pacifiques de résolution des conflits et différends électoraux.

- *Faut-il adapter les stratégies du projet?*

Bien que plusieurs produits attendus de ce projet ai été finalisé, les interventions d'apaisement restent pertinentes au regard du contexte. En effet, les élections législatives ont été programmées et repoussées à plusieurs reprises. Dès lors, dans la perspective de l'apaisement de l'environnement pré et post électoral, les interventions du projet devraient être prolongées sur le second semestre 2013.

L'accord politique entre l'opposition et le pouvoir fixe la date des législatives au 24 septembre 2013. Dès lors une intense campagne de sensibilisation doit se poursuivre sur les acquis de 2012.

EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D'INDICATEURS

	Indicateurs de performance	Données de référence en tant qu'indicateurs	Cibles fixées en termes d'indicateurs	Cibles atteintes	Raisons expliquant l'écart éventuel	Risques
Produit 1: La réconciliation est effective entre les guinéens	<p>Indicateur 1.1.1 : Un spécialiste est disponible en appui aux acteurs et mécanismes nationaux</p> <p>Les structures et mécanismes nationaux d'orientation stratégiques sur la réconciliation nationale sont dotés de cadres stratégiques</p>	Aucun appui spécialisé disponible au près du CPPRN	1.1. Recrutement d'un spécialiste pour renforcer les capacités des structures et mécanismes nationaux de réconciliation	<ul style="list-style-type: none"> - 1 expert a été mis à disposition en 2012. - Les cadres du HCDH et du PNUD ont continué l'appui en 2013 - Une stratégie est disponible pour la finalisation de la réflexion sur la réconciliation nationale 	N/A	Absence de volonté politique de mener des actions visibles de réconciliation
	Les acteurs de paix au niveau national sont outillés sur les mécanismes de réconciliation nationale		1.3.Organisation d'un atelier national à Conakry sur le rôle des faiseurs de paix dans les processus de réconciliation réussie, avec une opportunité de	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un Forum National sur le Rôle et les Responsabilités des leaders religieux dans l'apaisement préélectoral 	<p>Le thème initialement prévu, sur la réconciliation nationale a été ajusté au contexte pré-électoral pour avoir un meilleur impact sur la réduction de la violence.</p> <p>Les acteurs sous-régionaux n'ont pu être associés en raison du contexte de tensions</p>	<p>Détérioration de la situation sécuritaire empêchant la délocalisation des activités en dehors de Conakry</p> <p>Détérioration du climat de dialogue pré-électoral amenant à une relâche dans la mobilisation des acteurs</p>

			partage d'expériences d'autres pays africains ;		préélectorales	
Produit 2 : La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire	Indicateur 2.1.1 : Indicateur 2.1.2 :		N/A	N/A	N/A	N/A
Produit 3 : L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées	Indicateur 3.1 : Nbre de jeunes encadrés sur la citoyenneté Niveau de participation des jeunes à la lutte contre la violence pré et post électorale % de conflits et de cas d'incidents sécuritaires liés à des cas de violences électorales ou en lien avec l'unité nationale		3.2. Organisation d'Une caravane de sensibilisation sillonne toutes les écoles des préfectures à haut risque de tension et les maisons de jeunes	- Organisation d'une caravane qui a sillonné 5 zones à risque de conflits électoraux : Pita, Siguiri, Nzérékoré, Conakry, Fria		Le consensus n'est pas atteint au sein de la classe politique pour le mode de déroulement des élections législatives et de ce fait le climat socio politique se détériore avec des polarisations extrêmes, des manifestations, et une intervention des forces de défense et de sécurité transition n'est pas respectée.
Produit 4 : Les cadres de dialogues politiques sont renforcés	Indicateur 3.2 :	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A